



Le 7 avril : journée mondiale qui marque l'anniversaire de la création de l'Organisation Mondiale de la Santé en 1948

À l'heure où la pandémie provoque des ravages dans les populations, cette journée est l'occasion de rappeler que la santé est un bien fondamental pour tous les peuples.

L'actualité tragique révèle au grand jour l'incapacité de notre système à répondre aux besoins humains : le manque criant de moyens matériels, de lits d'hôpitaux, de personnels, s'étale pleinement. Pourtant, depuis des années, les professionnels, les usagers, les forces syndicales dont la FSU et associations tirent la sonnette d'alarme sur la dégradation de notre service de santé. Les politiques successives d'austérité ont affaibli considérablement l'hôpital public, géré comme une entreprise. Près de 100 000 lits ont été fermés entre 1987 et 2017 (source DREES). Ces politiques ont touché les personnels de plein fouet : ils ont vu leur nombre diminuer, leurs conditions de travail empirer et leurs salaires, déjà insuffisants, stagner. Le gouvernement reconnaît aujourd'hui une pénurie de médicaments : conséquence directe des choix de l'industrie pharmaceutique qui privilégie la rentabilité financière en délocalisant les fabrications non rentables à l'étranger. Il est temps de mettre en place un pôle public du médicament.

Avec la crise sanitaire, les conséquences s'amplifient tragiquement pour les personnes âgées. La situation est exacerbée dans les EHPAD et le secteur de l'aide à domicile, à tel point que le bilan global des morts en établissement ne remonte que partiellement et fait craindre qu'il soit bien pire encore qu'annoncé.

La crise montre l'importance de l'hôpital public, du service public de santé, gage de qualité et d'égalité territoriale. Il faut rouvrir des établissements, des lits, des services, créer des emplois à l'hôpital, revaloriser les salaires des personnels, conditions pour que les postes soient pourvus. Seul le service public peut s'inscrire hors des logiques marchandes pour protéger l'ensemble de la population.

Pour la FSU, la même logique doit prévaloir aussi dans le secteur de la perte d'autonomie, aussi réclame-t-elle la création d'un grand service public de l'autonomie, avec des personnels nombreux, qualifiés qui aient des conditions de travail améliorées. Elle demande aussi une prise en charge à 100% de la perte d'autonomie dans le cadre de la branche maladie de la Sécurité sociale. Elle exige la promulgation de la loi « grand âge », sans cesse reportée, loi qui doit répondre aux attentes.

Attachée à la logique solidaire de la Sécurité sociale, la FSU réaffirme la nécessité d'un système de protection sociale solidaire de haut niveau, s'oppose à asphyxie programmée et à son étatisation.

Au niveau mondial, La crise actuelle illustre les interdépendances environnementales et sanitaires et dévoile crument l'absence de coopérations et de solidarités internationales inhérentes à la logique néolibérale.

En ce 7 avril, journée mondiale de la santé, en cette période de crise sans précédent, la FSU réaffirme que le principe, fondateur de notre sécurité sociale : « chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins », reste une exigence fondamentale qui doit trouver aussi une mise en œuvre mondiale dans un contexte où les pays les plus pauvres vont être dramatiquement frappés.

A toutes et à tous de le rappeler par toutes les formes compatibles avec le confinement actuel.

Le 06 avril 2020

